



Croissance

« Les deux tiers du rapport sont mis en œuvre »

JACQUES ATTALI, président de la commission pour la libération de la croissance

CEMATIN, à l'Élysée, Nicolas Sarkozy reçoit les membres de la commission pour la libération de la croissance. L'occasion pour son président, Jacques Attali, d'en dresser le bilan en avant-première.

Parmi les 316 propositions de votre rapport, combien ont été adoptées à ce jour ?

■ **Jacques Attali.** 216 sont en cours de mise en œuvre, soit les deux tiers du rapport en six mois, c'est considérable. Une quarantaine de mesures sont dans la loi de modernisation de l'économie. Il y a en a beaucoup d'autres, comme la création des dix éco-polis, les dix campus de pointe, les réformes de la durée du travail, celles sur la loi hospitalière, le développement de l'économie numérique.

Combien ont été refusées ?

Le gouvernement n'en a refusé qu'une petite dizaine.

Notamment la suppression des départements ?

Le président s'était montré d'abord hostile à la fusion département-région. L'idée a été reprise par la commission UMP menée par Jean-François Copé. Le budget 2009 va être crucial pour la clarification des compétences entre les régions et les départements.

Et les taxis ?

La réforme annoncée est un copier-

coller de ce qu'on avait proposé.

L'UMP a refusé la proposition de mettre sous conditions de ressources les allocations familiales ?

Cette mesure a un coût politique dans la mesure où elle pénalise les milieux les plus favorisés. Le président s'était engagé à ne pas prendre cette décision pendant la campagne. Mais elle rapporterait 2,5 milliards, ce qui est utile dans un contexte de crise.

Quel est le chantier de la rentrée ?

La réforme de l'Etat. La clé pour réduire le chômage, c'est le contrat d'évolution qui permet d'offrir une rémunération aux chercheurs d'emploi en formation. Il ne peut être financé qu'en réduisant les dépenses publiques, mal organisées, et les chambres de commerce, trop nombreuses.

La France a-t-elle des chances de sauver sa croissance ?

La crise financière s'aggrave, il faut aller plus vite encore vers les réformes. Alors, l'impact structurel sur la croissance sera durable en 2012. Sinon, ce sera encore pire en termes de conséquences.

**PROPOS RECUEILLIS PAR
FRÉDÉRIQUE JOURDAA**



Jacques Attali.
(LP/OLIVER CORSAN.)